

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Comment-le-FMI-a-dissimule-sa-responsabilite-dans-la-crise-argentine>

Enfin, on voit les traces du mensonge.

# **Comment le FMI a dissimulé sa responsabilité dans la crise argentine.**

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : lundi 19 juin 2006

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Le FMI a passé un contrat avec un nouveau groupe d'auditeurs externes pour renforcer l'idée qu'il n'était pas responsable de la crise de 2001. Mais le boomerang est revenu vers lui. Les experts ont présenté un rapport lapidaire, critiquant l'organisme et son bureau d'évaluation.**

Par David Cufre

[Página 12](#). Vendredi, 16 juin 2006.

[Leer en español](#)

Le FMI a manipulé l'information, retouché des données fondamentales sur ses négociations avec Domingo Cavallo et a induit en erreur ses évaluateurs indépendants.

Tout ceci est dénoncé par un nouveau groupe d'auditeurs externes engagés par l'organisme lui-même pour juger son action. Le document a été publié hier sur la page internet du Fonds. Le rapport est lapidaire. Il soutient que quand on a fait l'analyse de l'activité de l'organisme dans la crise argentine de 2001, la responsabilité du gouvernement a été chargée, en dissimulant les erreurs du FMI qui sont aussi graves. Et à propos du Bureau d'Évaluation Indépendante (OEI) qui a rédigé ce premier travail, on apprend qu'il a passivement accepté les interférences du personnel du FMI, au point de modifier ses conclusions dans cette direction. "Il doit être plus audacieux sur qui a évalué, comment on a évalué et qui a été choisi pour effectuer le travail", conclut-on.

Chaque brasse que risque le FMI pour sortir la tête de l'eau ne fait que le couler un peu plus. Le dernier épisode l'a directement laissé avec la boue sur le cou. Il a engagé un groupe d'experts extérieurs à l'organisme pour qu'ils révisent le travail de l'OEI, une commission qui avait préalablement créée pour juger son propre travail. C'est-à-dire, il a engagé à un auditeur pour son propre audit. Il a essayé faire un geste pour souligner que l'indépendance de jugement régnait, ainsi que la transparence, mais cela s'est fini en faisant apparaître tout le contraire.

Le nouveau groupe d'audit Externe a analysé l'intervention du Fonds dans dix pays, ce pourquoi il a interviewé plus de 170 membres du personnel de l'organisme, de la direction, des fonctionnaires des nations membres et des investisseurs. Il a extrait ses conclusions sur la base de toute cette information. Pour soutenir deux de ses critiques les plus graves, il s'est appuyé sur l'expérience argentine de fin 2001. Les auditeurs soutiennent que le personnel du Fonds a dissimulé des données fondamentales à l'OEI, il a fait des corrections à ses projets et a fini par souligner la faute du gouvernement pour cacher sa responsabilité dans la crise.

"Le projet (de l'OEI) sur les raisons qui ont porté à l'effondrement argentin est focalisé sur les erreurs d'analyse du personnel et du management du FMI : la version finale du paragraphe, par contre, se concentre sur les erreurs de jugement des autorités argentines ", révèle le groupe d'audit Externe. Il commente ensuite, sur le ton de la dénonciation, que l'OEI est obligé de montrer ses avis au personnel et d'effectuer des corrections en fonction de leurs suggestions. Et il conclut : "Le Groupe a comparé le rapport argentin, tant le projet que sa version finale, et a été embêté de trouver des changements significatifs, substantiels, qui ont été faits au projet, en baissant le ton ou en gommant les critiques faites au management et au personnel du FMI".

L'évaluation de l'OEI sur le comportement du Fonds par rapport au cas argentin a été publiée en juillet de 2004. De là a été établi que la faute de la crise est venue essentiellement des autorités du pays et que l'erreur de l'organisme

## Comment le FMI a dissimulé sa responsabilité dans la crise argentine.

---

fut son manque de dureté pour exiger un plus grand ajustement fiscal. Le Fonds a cherché avec ce document à sauver son image des nombreuses critiques qui ont plu sur son rôle dans l'étape préalable à la suppression de la convertibilité.

Toutefois, l'explication ne s'est pas avérée convaincante. Depuis ce moment le FMI souffre d'une grave crise de crédibilité, qu'il cherche à inverser avec des actions comme l'embauche d'un nouveau groupe d'auditeurs.

Mais ce nouveau groupe n'a pas agité comme il l'attendait, bien que sa présidente, Karin Lissakers, fut directeur de l'organisme en représentation du gouvernement des Etats-Unis. En se référant au cas argentin, le groupe affirme que "la première découverte significative sur l'évaluation de l'exercice du Fonds est 'l'incapacité des fonctionnaires argentins pour prendre les mesures correctives nécessaires'. Le groupe croit que, dans ce cas, le bureau a calé son rapport sur la sensibilité du management et du personnel du Fonds, au détriment de la valeur de l'information qu'il avait entre ses mains".

Le groupe Externe critique avec une même dureté l'OEI pour avoir accepté des règles de jeu qui vont contre son exercice professionnel. En particulier, que le personnel du FMI lui dissimule une information. Pour le démontrer, il utilise une fois de plus l'expérience argentine. "Les fonctionnaires du FMI ne donnent pas à l'OIE toute l'information. C'est une restriction qui peut empêcher une évaluation globale méticuleuse et, malgré cela, le bureau l'accepte", alerte-il. "Par exemple, le personnel s'est réservé de l'information dans le cas argentin. Il n'a pas informé des bases d'un accord avec Domingo Cavallo", précise-t-il.

Après cette histoire, le groupe explique que le Fonds a eu besoin de créer le Bureau d'Évaluation Indépendant pour récupérer la crédibilité, qu'il a commencé à perdre avec la crise mexicaine de 1994. Toutefois, en travaillant ainsi, il peut terminer "bureaucratisé routinier, et marginalisé". Dans ses conclusions, le groupe affirme que "les règles entre le fonds et l'OEI doivent être plus claires pour écarter le soupçon selon lequel les membres du bureau suivent leur chemin pour occuper une position au sein de l'organisme". Que les auditeurs indépendants soient soupçonnés de chercher un poste dans l'organisme qu'ils analysent, c'est un échantillon catégorique de son sérieux, ainsi que de celui du Fonds qui a créé son bureau.

**Traduction de l'espagnol pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi**